

COURRIER DE L'AITEC

Le 18 Février 2013



AITEC

21 Rue Voltaire
75011 Paris
01 43 71 22 22
[contact.aitec@reseau-
ipam.org](mailto:contact.aitec@reseau-ipam.org)
[http://aitec.reseau-
ipam.org](http://aitec.reseau-
ipam.org)

Lettre d'Information Commerce

Sommaire

ALERTE!

Accord de Libre-Échange Transatlantique
Union Européenne - États Unis

ACTA, CETA, TAFTA

De Gucht tente-t-il encore une fois d'imposer une
répression anti-démocratique

Déclaration Canada-Québec-Union-Européenne

Contre les droits disproportionnés accordés aux
entreprises dans l'Accord économique et commercial
global (AÉCG) entre le Canada et l'UE

Déclaration du Sommet des Peuples

Face au sommet des Chefs d'Etats et de
Gouvernements UE-CELAC

Programme du Forum Social Mondial

Liste des sessions concernant le commerce

Accord de Libre-Échange transatlantique Union-Européenne/ États-Unis

Plus d'injustice, de chômage, et de destruction environnementale

Le Président Obama, le Président du Conseil de l'Union Européenne Van Rompuy et le Président de la Commission européenne Barroso se sont engagé le 13 février à démarrer les négociations pour un accord de libre-échange et d'investissement Union Européenne – Etats-Unis qui pourrait affecter fortement les droits sociaux, environnementaux ainsi que les droits du travail des deux côtés de l'Atlantique et approfondir la libéralisation mondiale du commerce et de l'investissement. En effet, les élites de part et d'autre visent explicitement une plus grande convergence réglementaire transatlantique et l'harmonisation des réglementations futures entre les Etats-Unis et l'Union Européenne, dans le seul intérêt

des entreprises multinationales et de l'industrie financière. Notre aspiration à construire des alternatives au régime commercial et d'investissement actuel, et plus largement au modèle de développement actuel, pourrait être sérieusement mise à mal par ces négociations.

Lire l'appel à la mobilisation ici:

<http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1328>



“En effet, les élites de part et d'autre visent explicitement une plus grande convergence réglementaire transatlantique et l'harmonisation des réglementations futures entre les Etats-Unis et l'Union Européenne, dans le seul intérêt des entreprises multinationales et de l'industrie financière.”



“Je n'ai jamais séparé la République des idées de justice sociale, sans laquelle elle n'est qu'une mot.”

- Jean Jaurès

Concertation UE- États-Unis

Nicole BRICQ, ministre du Commerce extérieur, lance une consultation publique pour que tous les acteurs français concernés par la perspective d'un accord de libre-échange complet et approfondi entre l'Union européenne et les États-Unis puissent faire part de leur opinion. Cette consultation, suivie d'une réunion d'échanges et de restitution, donnera lieu à l'adoption des grandes lignes directrices qui guideront la

position française.

Cette consultation est ouverte jusqu'au 1er mars 2013.

Lire la suite:

http://www.tresor.economie.gouv.fr/6645_Concertation-UE-Etats-Unis

ACTA, CETA, TAFTA:

De Gucht tente-t-il encore une fois d'imposer une répression anti-démocratique

Le commissaire De Gucht est actuellement au Canada, dans le but de conclure [CETA](#), l'accord commercial Canada-UE. Par la même occasion, il a entamé les négociations avec les États-Unis sur TAFTA, un nouvel « accord commercial » USA-Europe. La Quadrature du Net rappelle qu'il n'existe toujours aucune preuve tangible démontrant que les sanctions pénales et dispositions répressives ont été retirées de CETA. Il y a fort à parier que ces mesures ACTA-esques, dangereuses pour un Internet libre, réapparaîtront dans TAFTA. Karel De Gucht, qui a déjà ouvertement menti aux citoyens et au Parlement européen durant les débats sur ACTA, pourrait une fois encore faire pression pour imposer des mesures répressives portant atteinte aux libertés fondamentales à la faveur d'accords commerciaux. Les citoyens doivent rester vigilants et dénoncer cette tendance croissante.

L'introduction de mesures pourtant atteinte aux libertés fondamentales et à un Internet libre dans des accords commerciaux est inacceptable et ne sera jamais légitime.

Jérémie Zimmerman

Lire la suite:

<http://www.laquadrature.net/fr/acta-ceta-tafta-de-gucht-tente-t-il-encore-une-fois-dimposer-une-repression-anti-democratique>



Déclaration Canada-Québec/Union Européenne

Contre les droits disproportionnés accordés aux entreprises dans l'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'UE

5 février 2013

Bruxelles, Ottawa et Montréal –

Des organisations sociales d'Europe, du Canada et du Québec, provenant entre autres des milieux syndicaux, environnementaux, autochtones, académiques, de femmes, de la santé et du commerce juste, et représentant plus de 65 millions de personnes, font front commun pour demander que le Canada et l'Union européenne abandonnent l'idée controversée d'inclure au sein d'un Accord économique et commercial global (AÉCG) un chapitre qui protège de façon disproportionnée les droits des investisseurs. Les groupes rendent publique aujourd'hui une Déclaration conjointe à la veille de la rencontre ministérielle de deux jours prévue à Ottawa entre le commissaire européen au commerce Karel De Gucht et le ministre canadien du commerce international Ed Fast, qui espèrent relancer les négociations de l'accord et en favoriser la conclusion le plus rapidement possible.

«Nous nous opposerons vigoureusement à tout accord transatlantique qui compromet nos démocraties, les droits humains et des autochtones, ainsi que notre droit de protéger notre santé et la planète», dit la déclaration transatlantique endossée par plus de 70 organisations. «Nous pressons les gouvernements canadien, québécois et de l'Union européenne de suivre l'exemple du gouvernement australien qui refuse désormais de négocier des accords de libre-échange et d'investissement qui contiennent un mécanisme de règlement des différends investisseur-État. Il est grand temps d'entreprendre une complète réécriture des politiques de commerce et d'investissement pour placer l'intérêt général avant les

intérêts particuliers, notamment ceux des entreprises multinationales».

Les règlements des différends investisseurs-État sont un processus que l'on retrouve dans beaucoup d'accords de libre-échange et d'investissement du Canada et de l'Union européenne, que ce soit dans l'ALÉNA ou dans les centaines de traités d'investissement bilatéraux que les États membres de l'UE ont signés entre eux ou avec des pays en voie de développement. Ce mécanisme permet à une entreprise d'un pays de poursuivre le gouvernement d'un autre pays si elle considère que ses droits d'investisseur ont été violés. Concrètement, ces règles d'investissement créent pour les multinationales et investisseurs privés un système juridique parallèle soustrait du droit interne, et sont utilisées de plus en plus fréquemment pour contester des décisions, lois ou mesures protégeant l'environnement, la santé publique ou toute autre mesure entravant le « droit » au profit.

Quelques cas récents: Lone Pine Resources a signalé son intention de réclamer 250 millions de dollars en vertu de l'ALÉNA suivant la décision du gouvernement du Québec d'interdire la fracturation hydraulique le long du fleuve St-Laurent; la firme suédoise d'énergie Vattenfall demande 3,7 milliards d'euros au gouvernement allemand pour sa décision de se retirer progressivement du nucléaire; ExxonMobil et Murphy sont déjà sortis vainqueurs de leur bataille pour profiter de l'exploitation off-shore de pétrole; et le Groupe Renco réclame 800 millions de dollars au Pérou parce qu'on lui exige de réparer la pollution catastrophique causée par sa fonderie dans La Oroya.

«Des recherches qualitatives suggèrent que les accords ne constituent pas un facteur décisif dans la décision d'investir à l'étranger (...). S'appuyant sur le fait qu'il n'y a pas d'avantages économiques à tirer de ces accords, mais qu'en revanche, ceux-ci menacent l'adoption de mesures de protection de l'environnement, l'Étude d'impact sur

le développement durable de l'AÉCG a émis la recommandation que l'Union européenne n'inclue pas de mécanisme de règlement des différends investisseur-État dans l'accord. À l'instar des résolutions du Parlement européen, ce rapport indépendant commandé par la Commission européenne a conclu qu'un mécanisme de règlement des différends d'État à État était la mesure la plus appropriée dans le contexte de l'AÉCG», souligne la déclaration publiée par la société civile des deux côtés de l'Atlantique.

L'an dernier, le gouvernement d'Australie a pris la décision de cesser désormais d'inclure ces clauses et les arbitrages investisseur-État dans ses accords de libre-échange et d'investissement. De nombreux pays, comme l'Afrique du Sud et l'Inde, reconsidèrent leurs traités d'investissements parce que justement les entreprises et les cabinets d'avocats les utilisent pour miner leurs démocraties et leurs politiques publiques. Plusieurs pays d'Amérique latine annulent en ce moment leurs traités d'investissement pour les mêmes raisons.

En 1998, l'opposition européenne et canadienne aux arbitrages État-Investisseurs avait permis de renverser le projet d'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), qui aurait étendu ce dispositif d'une protection excessive des investisseurs à toute la région couverte par les accords de l'OCDE. Dans ce même esprit et face à la résurgence de cette initiative inadmissible au sein de l'AÉCG, les organisations européennes, canadiennes et québécoises ci-dessous signataires demandent d'une seule voix « que l'Union européenne et le Canada cessent de négocier un cadre de protection des droits des investisseurs et un mécanisme de règlement des différends investisseur-État dans l'AÉCG.»

Pour lire la déclaration complète:

<http://rqic.alternatives.ca>

Déclaration Canada-Québec/Union Européenne Signataires

Europe

11.11.11 (Belgique); AITEC (France); Confédération des syndicats chrétiens ACV-CSC (Belgique); Attac Autriche (Autriche); Attac-France (France); Attac Liège (Belgique); ATTAC VLAANDEREN (Belgique); Both Ends (Pays Bas); Center for Research and Documentation Chile-Latin America (Allemagne); Confédération française des travailleurs chrétiens CFTC (France); CNCI – 11.11.11 (Belgique); Corporate Europe Observatory (Belgique); Ecologistas en acción (Espagne); Fédération syndicale européenne des services publics FSESP-EPSU (Europe); Foundation for a Free Information Infrastructure (FFII), Allemagne; Confédération européenne des syndicats CES-ETUC (Europe); Fairwatch (Italie); Food & Water Europe (Europe); Fédération des travailleurs de la métallurgie FTM-CGT (France); Global Social Justice (Belgique); Confédération syndicale internationale CSI-ITUC (International); Labour, Health and Human Rights Development Centre (Nigeria); PowerShift (Allemagne); SOMO (Pays-Bas); Stichting Vrijsschrift, Pays-Bas; Transnational Institute (Pays-Bas); World Economy, Ecology & Development (Allemagne); Zukunftskonvent (Allemagne)

Québec

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC); Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS); Alternatives; Association canadienne des avocats du mouvement syndical (ACAMS-CALL); Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI); Attac-Québec; Centrale des Syndicats démocratiques (CSD); Centrale des Syndicats du Québec (CSQ); Confédération des Syndicats nationaux (CSN); Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN); Eau Secours !; Fédération des femmes du Québec (FFQ); Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ); Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ); Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ); Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ); Ligue des droits et libertés; Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ); Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE); Syndicat canadien de la fonction publique au Québec (SCFP-Québec); Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ); Union des consommateurs.

Canada

Association canadienne des professeures et professeurs d'université / Canadian Association of University Teachers ; Canadian Auto Workers ; Association canadienne du droit de l'environnement / Canadian Environmental Law Association; Coalition canadienne de la santé / Canadian Health Coalition; Réseau juridique canadien VIH/sida / Canadian HIV/AIDS Legal Network; Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) / Canadian Union of Postal Workers (CUPW); Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) / Canadian Union of Public Employees (CUPE); Common Frontiers; Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) / Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada (CEP); Conseil des canadiensNEs / Council of Canadians; Greenpeace Canada; Hupacasath First Nation; MiningWatch Canada; National Farmers Union; National Union of Public and General Employees; Ontario Council of Hospital Unions; Polaris Institute; Alliance de la Fonction publique du Canada / Public Service Alliance of Canada; Association des infirmières et infirmiers autorisés de l'Ontario / Registered Nurses' Association of Ontario; Sierra Club Canada; (Tsalalh) Seton Lake Indian Band; Réseau pour le commerce juste / Trade Justice Network; Métallos / United Steelworkers

Renseignements

Bruno Ciccaglione, Seattle to Brussels network: bruno.ciccaglione@alice.it

Pierre-Yves Serinet, Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC): +1 (514) 276-1075; rjic@ciso.qc.ca

Stuart Trew, Trade Justice Network: +1 (647) 222-9782; TJN.RCJ@gmail.com

Déclaration du Sommet des Peuples

Santiago du Chili, le 27 janvier 2013

Dans le cadre du Sommet des Peuples qui s'est tenu les 25, 26 et 27 janvier 2013, à Santiago du Chili, les organisations et les mouvements sociaux et politiques des différents pays d'Amérique Latine, de la Caraïbe et de l'Union Européenne déclarons ce qui suit :

Nous voyons aujourd'hui comment les biens naturels, les droits et les personnes sont devenus des marchandises dans les pays et au sein des peuples d'Amérique Latine, d'Europe et de la Caraïbe, conséquence de la logique capitaliste qui installe et renforce son caractère néolibéral et machiste au travers des appareils civiques, politiques et militaires.

Les relations existantes entre l'Union Européenne et l'Amérique Latine et la Caraïbe qui, par des accords commerciaux et des accords bilatéraux d'investissements, donnent la primauté aux privilèges et aux bénéfices des investisseurs face aux droits des peuples, renforcent ce modèle qui porte préjudice aux peuples des deux régions. C'est ainsi que ces Etats mercantiles, les transnationales et les corporations continuent de gérer et d'accroître la pauvreté et l'inégalité sociale dans le monde, sous couvert d'une sorte de démocratie représentative aux mains d'une élite, et de plus en plus éloignée des intérêts de la grande majorité de notre peuple.

Cette hégémonie du capital financier se manifeste entre autres par la privatisation et la marchandisation des services publics, le démantèlement de l'état providence, la précarisation du travail, l'extractivisme, l'exploitation, le mercantilisme et la destruction des biens naturels et sociaux propres au peuple, ainsi que le déplacement forcé des peuples originaires, provoquant ainsi les

crises alimentaires, énergétiques et climatiques.

Dans l'Union Européenne la crise financière a été un véritable coup d'état financier qui a imposé des politiques d'austérité contre les droits des peuples, les droits du travail et l'environnement. La troïka européenne (FMI, BCE, Commission Européenne) oblige les états à s'endetter pour sauver les banques et accule les peuples à payer la crise que celles-ci ont elles-mêmes provoquée.

Il est aussi nécessaire de mettre l'accent sur l'oppression croissante et la discrimination dont les femmes d'Amérique Latine, de la Caraïbe et d'Europe sont victimes.

Et pourtant, malgré ce contexte défavorable, nous voyons apparaître des processus historiques et récents dans les luttes de nos peuples dans le monde, qui réussissent à créer des tensions et ouvrir des brèches dans les logiques actuelles, ce qui nous fait espérer qu'un autre monde est possible.

Il devient donc nécessaire de construire les bases d'un nouveau modèle de société qui transforme les logiques actuelles et des politiques économiques, sociales et culturelles adaptées dans tous les pays et chez tous les peuples des deux côtés du continent, et d'organiser les luttes des différents acteurs et organisations populaires.

Pour atteindre ces objectifs nous proposons ce qui suit :

Les droits et biens naturels volés à notre peuple doivent être récupérés par la nationalisation, la communautarisation des biens, des services et des moyens de production, et par la reconnaissance constitutionnelle de la nature comme sujet de droit. Ceci implique de dépasser la résistance et les mouvements revendicatifs pour aller vers une alternative porteuse

d'un projet politique et social intégral du pays.

Promouvoir le paradigme du bien vivre basé sur l'équilibre de l'être humain avec la nature, l'environnement et les droits de la terre, au service des peuples, et basé sur une économie plurielle et solidaire.

La démocratie directe, participative et populaire et sa concrétisation à partir des bases sociales. Il est pour cela nécessaire d'intégrer les acteurs sociaux et politiques du monde, en valorisant les pratiques territoriales et en instaurant un dialogue entre les instances locales et globales.

Promouvoir l'intégration à la participation politique des enfants (garçons et filles) et de la jeunesse, d'un point de vue du genre. Promouvoir le respect de la libre détermination des peuples originaires du monde, considérés comme des peuples frères non soumis à la territorialité imposée par la colonisation. Promouvoir aussi la souveraineté alimentaire dans la perspective d'une autonomie territoriale des peuples et des communautés à décider que produire et comment produire.

En ce qui concerne l'aggravation de la répression et de la criminalisation des mouvements de contestation, des mouvements sociaux et populaires, nous devons nous organiser afin d'avoir les forces nécessaires pour freiner la multiplication des lois antiterroristes et leur application aux communautés indigènes de nos peuples, et pour lutter contre la militarisation impérialiste croissante qui a installé ses bases en Amérique latine, en Europe et dans la Caraïbe.

Sensibiliser, semer l'agitation et encourager les luttes contre les transnationales par des campagnes de dénonciation et de boycott à tous les niveaux.

Prôner le féminisme comme projet politique anti-patriarcal et anticapitaliste. Reconnaître et promouvoir les droits des migrants et de la libre circulation des peuples entre les états.

L'entière solidarité avec le peuple palestinien et tous les peuples et les nations opprimés par le pouvoir colonisateur et l'impérialisme, ainsi que la condamnation des interventions civico-militaires au Honduras, en Haïti et au Paraguay. Nous soutenons les processus de paix, avec la participation des acteurs sociaux et politiques, en Colombie. La solidarité avec le peuple cubain contre le blocus, avec l'Argentine dans son processus de récupération des Malouines, avec la Bolivie pour sa demande d'accès à la mer, avec le peuple vénézuélien engagé dans le processus bolivarien, et avec les mouvements sociaux de Grèce et d'Espagne. Pour ce qui est du Chili, nous soutenons le mouvement étudiant dans sa défense de l'éducation publique gratuite, et le peuple-nation Mapuche contre la répression de l'Etat.

Parallèlement à la lutte pour la souveraineté de nos territoires en Amérique Latine, il est nécessaire de lutter pour le respect de la souveraineté de notre corps, le corps de la femme devant être considéré comme un territoire propre à celle-ci.

Nous comprenons que le dépassement de la précarisation du travail à laquelle sont soumis la plupart des travailleurs en Amérique Latine et dans le monde passe par le changement des relations entre la propriété et la production de biens et de services, et la valorisation du rôle essentiel des travailleurs et des travailleuses, base de la construction de toute la société.

De façon transversale, nous devons avancer dans la création de plateformes de luttes pour la communication qui permette non seulement de faire connaître, de la manière la plus large possible, les

exigences et les propositions alternatives de nos peuples face au modèle hégémonique, mais aussi d'expliquer les causes réelles des problèmes dont nous souffrons aujourd'hui.

Nous devons être capables d'élaborer des revendications unitaires qui concernent tous les acteurs sociaux et les peuples en lutte, et qui nous permettent de fixer des perspectives stratégiques, en articulant et organisant le mouvement syndical, social et politique en Amérique Latine, dans la Caraïbe et en Europe. Ceci devrait aboutir à une feuille de route de travail et de mobilisations dans l'immédiat, mais aussi de perspectives à plus long terme.

En même temps, renforcer l'organisation sociale et populaire d'insertion, et faire que nos revendications soient assumées par la plus grande majorité, par un travail politique et militant.

Nous ne pouvons pas continuer à diviser les instances organisationnelles auxquelles nous appartenons. Mener à bien un projet dans la diversité est le plus grand défi qui s'offre à nous si nous voulons créer une alternative de pouvoir populaire. En finir avec les sectarismes qui fragmentent, divisent, et empêchent la construction de l'unité du camp populaire est une tâche urgente. Face au pouvoir du bloc dominant, seules l'unité et la solidarité entre les peuples nous donneront la force nécessaire pour atteindre nos objectifs les plus élevés, et vaincre.

Programme du Forum Social Mondial

Retrouvez la liste des sessions concernant le commerce international et les politiques d'investissement en cliquant sur ce titre

Rédaction: George Murphy et Gildas Jossec
Lettre envoyée le 19 février 2013

<http://aitec.reseau-ipam.org>